



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 AVRIL 1992

N° 206

PRIX: 4 ff

ESCLAVAGE



QUEMANDER

DES

“REPARATIONS”

OU

RENVERSER

L'ORDRE CAPITALISTE ?

SOMMAIRE

AU

VERSO

SOMMAIRE

Page 2 EDITORIAL

Page 5 MALI:
E l e c t i o n s
présidentielles sans
enthousiasme

Page 6 TCHAD: "Ab
goro", une pratique
déplorable!

Page 8 L'IMPERIALISME
américain, gendarme du
monde

Page 9 AFRIQUE du SUD:
l'ANC, au service de la
bourgeoisie

Page 11 PRIVATISATIONS:
une juteuse affaire pour
les capitalistes et les
margoulins.

ABONNEMENT**FRANCE:** 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en coupons-
réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l**ESCLAVAGE****QUEMANDER DES "REPARATIONS" OU
RENVERSER L'ODRE CAPITALISTE ?**

Une des grandes préoccupations actuelles d'une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle africaine est, pour reprendre les expressions de l'un d'entre eux (le nigérian Abiola qui est le dirigeant le plus connu de cette tendance), celle "d'obtenir des réparations des Occidentaux pour les injustices commises contre les Noirs". Plusieurs colloques ont été organisés autour de ce sujet, à Lagos, à Paris comme à New-York. Le but de ces différentes initiatives est d'amener l'OUA - c'est à dire la brochette de dictateurs qui dirigent les différents pays d'Afrique - à agir pour faire reconnaître par l'opinion internationale (plus particulièrement celle des pays occidentaux) l'"holocauste", le "génocide" qu'ont subis les peuples noirs d'Afrique durant les siècles d'esclavage et de colonisation. Ensuite, ils demandent la réparation de ces préjudices en prenant l'exemple du peuple juif qui, grâce à l'appui des grandes puissances, a obtenu une terre, Israël, mais aussi une réparation financière par l'Allemagne. Ils voudraient que les pays riches organisent "un vrai plan Marshall" en faveur de l'Afrique.

Le moins que l'on puisse dire, en effet, de l'esclavage, du pillage de l'Afrique, de son dépeuplement pour enrichir les trafiquants d'esclaves, les propriétaires des plantations de sucre et toutes les bourgeoisies qui ont été associées au "commerce triangulaire" entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, c'est que c'est une "injustice". Et c'est de cette injustice, de ces massacres, de ces pillages qu'est sorti le capitalisme moderne qui a permis à la bourgeoisie de certains pays de s'enrichir en exploitant directement ou en maintenant indirectement dans la misère les classes travailleuses de toute la planète.

Directement ou indirectement, les grandes

familles bourgeoises d'Occident, celles qui dirigent le monde, ont du sang sur les mains. Le sang des esclaves. Le sang de leurs propres prolétaires. Car, il faut se souvenir qu'en même temps qu'on réduisait une partie des habitants de l'Afrique à l'esclavage, le capitalisme faisait vivre aux prolétaires anglais, français, du

début de l'industrialisation, une vie d'esclaves travaillant dès l'âge de dix ans dans des mines ou des usines, quinze à dix-huit heures durant et mourant de vieillesse à 25 ans. Comme il faut se souvenir aussi que parmi les profiteurs de l'esclavage - petits profiteurs mais rapaces quand même - il y avait des chefs, des rois africains, qui vendaient leurs sujets aux trafiquants d'esclaves contre quelques armes ou verroteries.

A la façon "moderne", c'est encore ce que font nos dirigeants comme les Mobutu, Bongo et autres. Voilà la réalité que dissimule la formulation de nos petits bourgeois qui parlent de couleur de peau pour ne pas parler d'opposition de classes. Non seulement ce n'est pas juste, mais c'est surtout inefficace. Inefficace, car ce n'est pas en fonction de l'opposition de la couleur de la peau que le capitalisme s'est bâti. Et ce n'est pas en fonction de cette opposition qu'il pourrait être détruit. Mais détruire le système d'exploitation, de fond en comble, n'est pas le but de nos petits bourgeois. Ils se contentent de quémander des miettes aux responsables même du système.

Exhiber "l'holocauste noir" du passé, pour nos petits bourgeois, c'est une manière de fermer les yeux sur l'autre "holocauste", celui-là bien actuel, le capitalisme qui continue à faire des millions de victimes mourant, à petit feu, de faim, de soif et de maladie alors que la société aurait les moyens de résoudre ces problèmes si elle était organisée autrement.

Le capitalisme naissant a repris à son compte, transformé, porté à un degré inouï l'esclavage qui préexistait au sein de bien de sociétés africaines de cette époque, pour en faire un des éléments les plus abjectes du système d'exploitation capitaliste.

L'esclavage en tant que tel - comme d'ailleurs le colonialisme ouvert et déclaré - ont disparu depuis. Mais le capitalisme moderne, dans les conditions changées des temps modernes, est responsable de crimes au moins aussi grands, au moins aussi destructeurs pour l'avenir, que fut en son temps le commerce esclavagiste. Et ces crimes s'exercent aujourd'hui à une échelle bien plus grande.

Il ne s'agit pas seulement de ces crimes de "non-assistance à peuples en danger", responsables de ce que des agriculteurs, des éleveurs d'Afrique de l'Est, en proie à une sécheresse grave, meurent en ce moment même par milliers, alors que les sillos et les établissements frigorifiques des pays riches regorgent de nourritures stockées dont on ne sait qu'en faire. Une petite partie de cette nourriture suffirait pour nourrir ceux qui ont faim. Et les puissances impérialistes, capables de déployer d'énormes moyens logistiques que l'on sait, comme dans le désert d'Arabie lors de la guerre du Golf, n'auraient aucune difficulté technique pour acheminer ce qu'il faut, même dans les endroits les plus reculés du Soudan, du Kenya ou du Mozambique. Comme la seule France avait largement les moyens d'acheminer une partie de ses propres stocks alimentaires inutiles le long du fleuve Sénégal ou du Niger, lors de la grande sécheresse de 1973-74 qui avait frappé le Mali, le Sénégal, la Mauritanie.

Mais les fameuses "lois du marché", dont on parle tant, surtout sous l'angle de leur prétendue supériorité, veulent qu'il soit économiquement plus "rentable" de

faire des stocks avec les produits agricoles - viande, beurre, blé - prétendument en surplus, voire, détruire ceux qui ne se conservent pas bien, plutôt que de les distribuer à des hommes qui ont faim. La "rentabilité" du point de vue des lois de l'économie capitaliste est en même temps une abjection sur le plan humain, sur le plan social.



Et il n'y a pas que ce crime-là du capitalisme, qui est déjà responsable, ne fut-ce que par non-assistance, d'un véritable génocide de certaines ethnies en Afrique.

Il y a le crime permanent de l'exploitation, de la recherche systématique du profit, y compris et surtout au détriment des couches sociales les plus pauvres. Ce n'est pas un crime par passivité, c'est un crime actif dont vit et se maintient le capitalisme. Payer les travailleurs au dixième, au vingtième de ce qu'ils sont payés dans les pays occidentaux - où pourtant, déjà, ils sont exploités - pour les mêmes productions, simplement pour permettre à des groupes capitalistes d'être plus compétitifs sur le marché mondial. Les jeter à la porte, lorsqu'on n'a plus besoin d'eux, sans évidemment la moindre protection sociale, même lorsque l'on sait que cela les condamne eux et leurs familles. Ruiner les paysans, les chasser vers les taudis des grandes villes, en

démolissant les prix à la production pour permettre à des intermédiaires de s'engraisser. Imposer des plans d'austerité, comportant des hausses de prix des produits de première nécessité en même temps que des blocages de salaires et des licenciements, alors que l'on sait que les victimes de ces mesures vivent déjà à la limite de ce qu'ils appellent eux-mêmes le minimum vital. Transformer tous les pays d'Afrique en autant de camps de concentration "indépendants", avec l'immense majorité de la population dans la misère et la souffrance, et avec une petite minorité de privilégiés chargée du maintien de l'ordre interne, autorisée à voler et à piller leurs propres peuples.

Voilà les crimes du capitalisme, catastrophiques pour les classes travaillées, catastrophiques finalement pour la société dans son ensemble ; non pas les crimes d'hier ou d'avant hier, mais les crimes d'aujourd'hui.

Mais là-dessus, nos bourgeois ou nos petits bourgeois, au mieux, se taisent. Car ils en profitent. Moins, bien moins que les grands seigneurs occidentaux de la finance, mais quand même assez pour se taire. Assez pour que, lorsqu'ils en parlent quand même, occasionnellement, ce soit uniquement pour tenter d'augmenter leur petite part du gâteau. Car "nos" bourgeois, "nos" dignitaires d'Etat, et même "nos" petits bourgeois disposant de domestiques ou de quelques taxis-brousse pour accroître leurs revenus de médecins ou "d'intellectuels", sont aussi ignobles envers "leurs" travailleurs, aussi méprisants des pauvres, que les grands. Même parmi les charognards, il y a des petits et des gros - mais charognards ils sont tous.

Alors même si les initiateurs du projet de "réparation morale" pour le passé obtenaient quelques phrases lénifiantes de la part de quelques grands de ce monde, pour

les crimes du passé, en quoi cela avancerait les victimes des crimes d'aujourd'hui ? Les grands de ce monde peuvent venir faire leur "pèlerinage" à Goré et y verser leurs larmes de crocodile (à l'instar du pape Jean Paul II qui a demandé "pardon aux peuples africains"), cela ne changera pas d'un iota la situation des masses déshéritées du continent.

La dignité pour le prolétariat africain, mais aussi pour tous les opprimés, n'est pas de quémander quelques miettes de plus. Ils peuvent laisser cette "dignité"-là à nos dictateurs ou aux petits bourgeois qui se servent de la misère et des souffrances présentes et passées de leurs peuples pour en avoir un peu plus de l'impérialisme pour eux-mêmes ou pour leurs semblables.

Oui, le prolétariat africain, les descendants modernes des

esclaves d'hier, auront des comptes à demander aux profiteurs, Blancs ou Noirs. Mais à leur façon. En prenant leur part, aux côtés de leurs frères de classe des pays riches, et peut-être, en leur donnant l'exemple, dans la destruction du système capitaliste lui-même. C'est-à-dire dans l'expropriation radicale des classes exploiteuses et la mise à la disposition des classes travailleuses des richesses de la société, afin que ces richesses servent en premier lieu à nourrir, à loger, à vêtir tous ceux qui en ont besoin, à leur assurer les soins médicaux et une éducation digne de notre époque.

Si on veut réellement en finir avec l'injustice, avec la misère, ce n'est pas la main tendue vers les riches qu'il faudrait préconiser, mais le coup de poing exprimant la révolte des exploités en pleine figure des exploités.

MALI

ELECTIONS PRESIDENTIELLES SANS ENTHOUSIASME

Le 12 avril a eu lieu au Mali le premier tour des élections présidentielles. Pour la première fois, il y a eu plusieurs candidats en lice dont Alpha Oumar Konaré, de l'ADEMA, qui a obtenu près de 45 % des voix lors du premier tour, suivi de Tiéoulé Konaté, fils de l'ancien fondateur de l'US-RDA et Montaga Tall; il y avait d'autres candidats comme Almani Sylla, etc... Les résultats font apparaître comme grand favori Alpha Oumar Konaré.

Ce qui a caractérisé ces résultats, c'est le manque d'intérêt manifesté par la population malienne. Le taux d'abstention s'est élevé à près de 76%. On a même vu ici dans l'immigration les représentants des partis politiques défiler dans les foyers pour demander aux gens de s'inscrire sur la liste. En effet, il était possible aux Maliens d'aller voter à l'ambassade. Mais

malgré ce battage, il n'y a pas eu grande foule qui s'est déplacée. Car, au Mali comme ici, il n'y a pas beaucoup d'illusions sur la politique préconisée par les candidats présents à ces élections.

Alpha Oumar Konaré, qui sera probablement élu au deuxième tour (le 26 avril), était un ancien ministre de Moussa Traoré. Il se défend d'avoir été le complice du dictateur en prétendant qu'il avait quitté le gouvernement parce qu'il n'était pas d'accord avec la politique d'alors. Mais accepter d'être le sous-fifre d'un dictateur, qu'est-ce sinon être le complice de sa politique, c'est-à-dire du parti unique, du baillonnement de toute expression politique, syndicale ? etc...



Certes, aujourd'hui Konaré se dit démocrate et partisan du multipartisme, mais s'il arrivait au pouvoir, son régime ressemblerait fort à celui d'un parti unique. Aux élections législatives, son parti a eu la majorité absolue à l'assemblée (avec d'ailleurs beaucoup de magouilles et d'irrégularités). Aux élections municipales, il a raflé la quasi totalité des mairies, mais là aussi, un certain nombre de résultats sont encore contestés à tel point que le Conseil d'Etat refuse de les publier, comme à Kayes et

dans d'autres villes. Ces élections se sont pourtant déroulées en janvier.

Voilà la "démocratie" à la sauce de ce futur dirigeant. Aura-t-il d'ailleurs le pouvoir réel face à l'armée ? Aura-t-il le temps et les moyens de l'exercer ? Rien n'est moins sûr. Et s'il gouverne, ce sera pour quels intérêts ? Sûrement pas pour les intérêts des pauvres. Ce sera la même politique que celle de son ancien tuteur galonné, c'est-à-dire celle de la défense des intérêts des privilégiés et des notables locaux et surtout de l'impérialisme français en particulier. Car, c'est lui qui restera le maître et le principal bailleur de fonds de ce petit commis à sa solde.

Ceux qui auraient donc des illusions sur ce dirigeant, qui cherche à tromper les pauvres gens en leur promettant du miel et la lune, risquent d'être déçus. Mais si les pauvres et la jeunesse qui se sont battus contre le régime de Moussa Traoré s'organisent et se mobilisent, la situation pourrait être différente de celle qui prévaut jusqu'ici.

TCHAD

"AB GORO", UNE PRATIQUE DEPLORABLE !

Comment arrivent-ils à survivre, les employés de l'Etat qui restent des mois sans toucher leurs salaires ? Au moyen d'"Ab goro", cette pratique qui consiste à réclamer, sans honte, de l'argent aux personnes qui sollicitent un service de l'Etat.

Ainsi, du planton au directeur en passant par les employés de bureau, tout le monde se paie sur la tête du client. Mais ils n'ont évidemment pas tous les mêmes possibilités. Les petits employés sans fonction d'autorité s'arrangent comme ils peuvent. Dans les locaux administratifs, des chaises, des agrafeuses ou autres matériels disparaissent régulièrement.

Dans l'enseignement primaire, par exemple, les enseignants n'ont même pas la

possibilité de se payer sur l'Etat lorsque celui-ci verse en retard leur salaire ou pas du tout; l'Etat ne donne rien non plus pour le matériel. Ce sont les associations des parents d'élèves qui suppléent à la carence de l'Etat.

Certaines associations cotisent de l'argent et le remettent au directeur qui prend sa part et remet le reste aux maîtres pour les motiver. Mais cela ne suffit pas. Des fournitures, en particulier les livres, se retrouvent sur le marché de Ndjaména. Evidemment, le produit de ce marché frauduleux complète - ou assure - le salaire de certains enseignants qui s'adonnent à ce petit trafic.

Les délivrances des passeports, des

cartes d'identité nationales, des autorisations de sortie et d'autres papiers administratifs sont devenues des moyens déjà plus conséquents de prélever de l'argent sur les gens. De leur côté, des combattants armés prélèvent des impôts, des patentes et autres taxes commerciales pour leur propre compte. Sur toutes ces pratiques scandaleuses, ce ne sont pas les exemples qui manquent.



LES ETUDIANTS LUTTENT ET OBTIENNENT SATISFACTION

Les étudiants de l'université de N'Djaména, en boycottant les cours, en observant une grève illimitée, ont marqué un point contre la bande d'assassins au pouvoir dirigée par Idriss Déby.

D'abord, Déby et sa clique ont essayé d'effrayer les étudiants en brandissant le fouet de la répression. Mais devant la détermination de ces derniers, les autorités ont ensuite tenté d'"acheter" certains dirigeants estudiantins, chose qui n'a pas marché non plus.

De peur que le mouvement ne

Mais ceux qui nous dirigent ne se contentent pas, eux, de sommes de misère des petites gens qui viennent solliciter les services de l'Etat; ils ne fauchent pas de matériel de bureau sans grande importance. Ils laissent ce genre de petits détournements à leurs administrés. Les hauts fonctionnaires détournent de grosses sommes d'argent, des millions, voire des milliards de francs CFA. Comme c'est le cas d'Hissein Habré qui vit luxueusement en exil à Dakar; il se permet même d'entretenir une armée contre le régime en place; comme Déby et ses ministres qui construisent de belles villas à Kélep-mat; comme l'actuel ambassadeur du Tchad à Paris qui a fui avec les caisses de l'Etat au moment de l'entrée des troupes d'Hissein Habré à Ndjaména.

s'étende à d'autres catégories sociales comme lors de la manifestation de protestation contre l'assassinat du vice-président de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme, le gouvernement a cédé; il a versé intégralement les bourses des étudiants non payées depuis plusieurs mois.

C'est un exemple à suivre pour les travailleurs, en particulier ceux de l'Etat qui, eux aussi, ont bien de raisons de se révolter contre leur situation, obligés de s'endetter sans cesse auprès des rares commerçants qui acceptent encore les "bons-pour".

L'IMPERIALISME AMERICAIN GENDARME DU MONDE

En 1988 et 1989, deux attentats commis contre deux avions américain et français ont fait 440 morts. Les Etats-Unis accusent le dictateur Kadhafi d'être à l'origine de ces attentats et réclament l'extradition de deux ressortissants lybiens soupçonnés d'être les responsables. Pour obtenir cela, le représentant de

l'impérialisme américain, Bush, vient de décider un embargo aérien contre la Lybie et d'interdire toute livraison d'armes à ce pays. Les pays capitalistes occidentaux tels que la France, l'Angleterre, etc...se rallient au diktat du chef de file de l'impérialisme américain.

La décision américaine constitue un premier avertissement à l'intention de Kadhafi. Si celui-ci ne livre toujours pas les deux Lybiens soupçonnés, Bush menace la Lybie de représaille (comme lors du bombardement aveugle de Tripoli, le 15 avril 1986)



Il est vrai que Kadhafi, qui se proclame volontier anti-impérialiste, prétend lutter contre l'impérialisme en finançant des terroristes ou peut-être en commanditant des attentats. Ce sont des actes odieux. Seule une crapule cynique peut prétendre qu'un attentat aveugle contre les passagers d'un avion de ligne fait avancer en quoi que ce soit la cause de ceux qui sont opprimés par l'impérialisme.

Mais un Kadhafi, qui encourage et peut-être commande des attentats de ce genre, n'est qu'un petit amateur en crapulerie à côté de Bush et des autres chefs d'Etat capitalistes. Car, combien il y a eu des morts innocents lors de la guerre du Golfe, tués par des bombardements aussi aveugles que l'était le bombardement de Lockerbie. Bush pratique le terrorisme d'Etat, mais à une toute autre échelle que Kadhafi, avec des moyens de la puissance la plus riche et la plus armée de la planète.

Alors, l'indignation vertueuse contre le terrorisme et la morale ne sont pour rien dans le durcissement des Etats-Unis contre la Lybie. Mais les Etats-Unis, seule super-puissance depuis l'écroulement de l'URSS, ne veulent pas que quiconque leur tienne la dragée haute, surtout pas un dirigeant d'un pays sous-développé. L'avertissement est adressé, bien au-delà de Kadhafi, à tous les peuples de la planète : "Tenez-votre garde, ce sont les Etats-Unis qui sont les maîtres du monde".

A titre personnel, Bush espère, en jouant les "durs", faire remonter sa côte de popularité qui a dégringolé aux Etats-Unis. Ce n'est pas par hasard que l'embargo contre la Lybie tombe à point nommé à l'approche des élections américaines.

Mais qui peut garantir qu'au bout de ces rodomontades, il n'y a pas la menace d'une nouvelle guerre?

AFRIQUE DU SUD

L'ANC, AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Depuis la libération de Mandela, il y a deux ans, on voit plus clair dans ce pays, surtout en ce qui concerne les intentions des dirigeants nationalistes à la tête de l'ANC. Malgré quelques nuances, plus de forme que de fond, on assiste à un rapprochement des points de vue des nationalistes noirs et du gouvernement dirigé par De Klerk. Quelle que soit la différence dans les méthodes ou les discours, l'objectif visé par les uns et les autres est de chercher, à travers des réformes, à éviter toute explosion sociale

qui risquerait de mettre en cause les fondements même de l'apartheid, c'est-à-dire le système capitaliste dans les conditions particulières de cette région d'Afrique.

Bien sûr, depuis la libération de Mandela, il s'est passé un certain nombre de choses qui ne sont pas toutes sans importance dans la vie des gens. Les luttes antérieures dirigées ou canalisées par l'ANC et la pression populaire ont été payantes en certains points. Il y a eu des

reculs importants du gouvernement, surtout par rapport aux aspects les plus criants et les plus bêtes du système de ségrégation raciale. Par exemple, la ségrégation est abolie dans les transports, les cinémas, les écoles, les hôpitaux, les quartiers, les magasins, les stades, les plages etc... Officiellement, tout le monde peut jouir de ces lieux et moyens sans distinction raciale, comme ce fut le cas pendant des dizaines d'années. La répression systématique et massive a aussi reculé. L'ANC, le Parti Communiste et autres organisations politiques, hier clandestins et pourchassés, ont été légalisés etc...

Pour les dirigeants de l'ANC, pour l'essentiel, la guerre est finie ou en voie de l'être. La participation de Mandela, lors de la messe des Pâques, aux côtés de De Klerk et de Buthelezi est tout un symbole. Les dirigeants de l'ANC ne veulent pas que les masses noires pauvres, exploitées et opprimées depuis tant de temps, aillent au-delà de la destruction de l'apartheid mesquin. Car, aller au-delà, c'est s'en prendre à l'apartheid économique et social, c'est-à-dire à la concentration des richesses entre les mains d'une minorité, aux injustices sociales, aux inégalités et à l'exploitation, et s'en prendre radicalement, ce serait s'en prendre au système capitaliste lui-même.

Et l'ANC ne veut pas, n'a jamais voulu s'en prendre au système capitaliste. Son ambition se limite à ce que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie noires ne soient pas handicapées par la couleur de leur peau, qu'elles puissent s'intégrer, "sans ségrégation", à la classe des privilégiés, celle qui vit de l'exploitation du prolétariat noir. Les responsables de l'ANC se comportent plutôt en notables respectables et respectueux de l'ordre. Ils agissent déjà comme des futurs dirigeants qui voudraient être associés à la gestion des affaires. Ainsi, voit-on la Ligue de Femmes de l'ANC s'allier avec celle du Parti National de De Klerk, c'est-à-dire les femmes de la bourgeoisie blanche, pour discuter de la place de la femme dans la société "post-apartheid". Beaucoup de cadres de l'ANC sont intégrés dans le système comme responsables des structures réfléchissant sur la nouvelle Afrique du Sud. Les dirigeants de l'ANC

utilisent toute leur influence pour négocier, discuter avec des banques et des multinationales de ce que pourrait être la société de demain. Et, sur le plan politique, ils réclament que la constitution soit changée dans le but de donner le droit de vote à tout le monde afin que leur mot d'ordre d'"un homme, une voix" devienne réalité.

C'est ainsi que, dans leurs négociations avec le pouvoir blanc, ils ont franchi en décembre dernier une nouvelle étape. En effet, les 19 et 20 décembre 1991 s'est ouverte, à Johannesburg, la CODESA (Congrès pour une Afrique du Sud Démocratique). Cette conférence a rassemblé dix-huit délégations parmi lesquelles celle du Parti National au pouvoir, des libéraux du Parti Démocratique, de l'ANC, du Labour Parti "métis" et des chefs de Bantoustans. Certaines organisations noires telles que le Congrès Pan Africain (le PAC) et l'Organisation du Peuple d'Azanie (AZAPO) ont refusé de participer à cette conférence. L'extrême droite y était également absente. Au terme de la conférence, cinq groupes de travail ont été mis sur pied, dont l'un est chargé de préparer la future constitution.



La voie choisie par les responsables de l'ANC n'est pas pourtant une fatalité imposée par la réalité des choses. C'est un choix politique qui consiste à éviter que les masses pauvres contrôlent le processus du changement en pesant sur les événements. De nombreux éléments de la situation actuelle de l'Afrique du Sud prouvent qu'un autre choix et d'autres possibilités de lutte contre le système existant, à condition qu'on veuille bien les exploiter sinon les provoquer. En effet, alors que l'ANC s'est engagé à travers plusieurs voies dont la CODESA, par exemple, pour

trouver une solution négociée avec la bourgeoisie blanche, à cause de la crise économique, la situation des millions de Noirs qui constituent la majorité de la population ne cesse de s'aggraver. Rien que pour l'année passée, les prix des produits alimentaires ont augmenté d'une façon sans précédent: 43,4% pour les fruits, 38,1% pour la viande et 33,9% pour les légumes. En un an, de 1990 à 1991, le prix de l'ensemble des denrées alimentaires aurait augmenté de 26,9%. Dans les campagnes, à cause d'une faible pluviométrie, des régions entières ont connu la famine à cause de la sécheresse. Le chômage et les licenciements ont aussi augmenté. De juillet à août 1991, on a enregistré la perte de 39 000 emplois dans le seul secteur minier, 4 300 dans la construction. Dans la métallurgie, on annonce 35 000 suppressions de postes. L'emploi a connu une baisse générale de 2,1% dans l'industrie manufacturière, de 6% dans la construction, de 3% dans le commerce et de 5% dans les transports. Les salaires ont aussi baissé. Pour l'ensemble des travailleurs noirs, selon les chiffres officiels, les salaires ont été réduits de 6,3%. Pour la majorité de la population pauvre donc, c'est plus de misère, de maladies et d'autres difficultés de la vie.

Mais cela ne semble guère préoccuper les dirigeants de l'ANC. Les problèmes des gens, de la vie, n'intéressent pas ces derniers. Même quand ils en parlent, c'est pour dire aux gens qu'ils doivent faire confiance aux négociations, que c'est par les lois qu'on arrivera à faire changer les choses. Ce qui les intéresse, c'est d'abord de changer le cadre institutionnel. Et ce n'est pas par hasard. En réalité, l'objectif des responsables de l'ANC, c'est d'arriver au pouvoir sans remettre en cause l'ordre établi. Ce qui les révolte, ce n'est pas la misère, les maladies, les injustices sociales dues au capitalisme et dont souffrent les masses opprimées des bidonvilles, comme à Soweto, et dans les campagnes. Le capitalisme, ils s'en accommodent fort bien. C'est leur système. Ils sont les amis des Bush, Mitterrand et autres dictateurs de chez nous, tels que les Diouf, les Houphouët ou Babangida. Beaucoup de responsables et militants de l'ANC ou proches de lui sont des riches qui ont fait fortune en exploitant les pauvres des bidonvilles.

La préoccupation de l'ANC, c'est tout simplement que la bourgeoisie noire dirige le pays à la place de la bourgeoisie blanche, minoritaire, comme cela se fait dans les autres pays africains. Les dirigeants de l'ANC veulent avoir le droit d'exploiter eux-mêmes leur propre peuple. Ce qu'ils cherchent, c'est une solution négociée comme celle du Zimbabwe, avec un président noir, une chambre de députés à majorité noire, etc.

Si elle réussit, d'une telle solution, concoctée au-dessus de la tête des gens, des travailleurs, ne bénéficiera que l'ensemble de la bourgeoisie sud africaine, noire et blanche, qui se sera donné de nouveaux moyens politiques légaux pour imposer et justifier son ordre d'exploitation. Les principales victimes en seront les pauvres et principalement la classe ouvrière noire sud africaine, les opprimés, sans les luttes desquels aucun recul de l'apartheid n'aurait été possible dans ce pays. Au-delà, la domestication de la révolte des pauvres en Afrique du Sud au profit de la bourgeoisie de ce pays serait aussi une grande perte pour les pauvres de l'Afrique en général et un recul pour les idées de leur libération de toutes les dictatures et du système d'exploitation qu'est le capitalisme.

Mais malgré les efforts conjugués de De Klerk et de Mandela, tout n'est peut-être pas fini en Afrique du Sud. En témoignent, de façon déformée et négative, les affrontements qui continuent à déchirer les townships. Mais si l'émancipation véritable, à la fois raciale et sociale, des prolétaires d'Afrique du Sud ne passe pas par la consolidation d'un ordre garanti par le couple De Klerk-Mandela, il ne passe pas non plus par des affrontements ethniques. La seule voie qui ouvre un avenir pour le prolétariat sud africain, c'est qu'il prenne conscience de l'identité des intérêts politiques des prolétaires de ce pays, par-delà les appartenances ethniques et de l'opposition de ces intérêts à ceux de la bourgeoisie capitaliste, blanche ou noire. Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est qu'au travers de la situation actuelle, grâce à l'éclaircissement de la politique des uns et des autres, une fraction au moins du prolétariat acquière cette conscience.

PRIVATISATIONS EN AFRIQUE

UNE JUTEUSE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES ET LES MARGOULINS

Afin d'éponger leurs dettes, les Etats africains, sous la pression du FMI, cherchent depuis quelques années des clients pour brader leurs entreprises qui peuvent encore l'être. Ainsi, rien que pour l'Afrique noire francophone, il y aurait plus de 500 sociétés d'Etat à privatiser. Le projet de privatisation remonte jusqu'au début des années 80 pour la plupart de ces pays. Mais, jusqu'ici, seules quelques entreprises plus ou moins en bon état, c'est-à-dire rentables immédiatement, ont trouvé acquéreurs.

C'est ainsi par exemple qu'au Togo, sur 50 sociétés "privatisables" depuis 1983, seules 11 ont été vendues, 3 mises en location pour un prix dérisoire et 16 liquidées, le personnel purement et simplement licencié.

Au Sénégal, c'est depuis 1987 que l'Etat, par l'intermédiaire du "Commissariat général de la réforme du secteur public", cherche des preneurs pour ses 49 sociétés à vendre. 21 ont trouvé preneurs, 11 ont été liquidées et 2 autres en voie de liquidation.

En Côte d'Ivoire, il y aurait 140 sociétés d'Etat à privatiser. Certaines ont trouvé d'acheteurs. C'est le cas de l'EECI (Energie Electrique de la Côte d'Ivoire) achetée par la SAUR (une filiale du groupe Bouygues) et par l'EDF. L'EECI est ainsi devenue CIE (Compagnie Ivoirienne de l'Electricité). La CI-Télécom est également en passe d'être privatisée. Elle passera dans les mains de la même SAUR couplée avec France Télécom. C'est aussi le cas de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) convoitée par Elf et Total. D'autres sociétés vont suivre le même chemin. C'est la même chose qui se prépare dans les autres pays comme le Cameroun, le Congo et le Bénin, etc.

La privatisation est non seulement un moyen pour nos Etats d'avoir de l'argent frais à disposition, mais aussi, par la même occasion de faire le "dégraissage"

exigé par le FMI. Ceux qu'on appelle les "dégraissés" ou les "déflatés" vont ainsi grossir les rangs des chômeurs.

Les entreprises nationalisées sont en général pour les dirigeants un moyen de caser leurs proches. C'est un moyen par lequel ils prélèvent leurs prébendes de l'exploitation des travailleurs. Ces entreprises qui sont véritablement leur vache à lait, leur permettent de détourner les deniers de l'Etat. Les déficits élevés des entreprises nationales, dont on se sert pour justifier les privatisations, résultent pour une large part de ces prélèvements.

C'est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, entre 1982 et 1988, les entreprises dont l'Etat était propriétaire à 100% ont connu un déficit de 85 milliards de FCFA. Les entreprises nationales (dont l'Etat possède au moins les 51% du capital) totalisent à elles seules 54% de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire. Les capitalistes qui se sont associés à l'Etat n'ont rien perdu. Bien au contraire, ils se sont engraisés d'autant plus que l'Etat prenait en charge les déficits pendant qu'eux engrangeaient les bénéfices. Au Congo, ce sont 400 milliards de FCA qui ont ainsi été engloutis par les entreprises d'Etat entre 1986 et 1990.

Et si beaucoup de sociétés d'Etat n'ont pas encore trouvé d'acquéreur, c'est parce que les charognards qui sont sur la liste des prétendants pensent qu'il vaut mieux attendre encore plus afin de faire baisser les enchères. A ce propos, un patron français déclare qu'"il faut laisser la situation se dégrader encore plus. On pourra alors ramasser des affaires à la pelle pour des bouchées de pain".

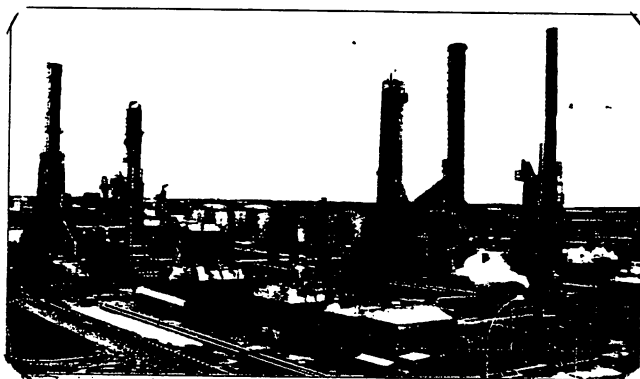
Certaines sociétés ne trouveront probablement jamais d'acquéreur, car elles ne sont pas rentables du point de vue des capitalistes. Notons ici que ce n'est pas parce qu'une entreprise n'est pas rentable d'un point de vue capitaliste qu'elle n'est

pas nécessaire du point de vue social, humain. Du point de vue de la satisfaction des besoins même élémentaires, l'Afrique n'a pas trop d'entreprises, mais pas assez. Mais la rentabilité d'une entreprise capitaliste se mesure à sa capacité de rapporter du profit à son propriétaire. Et si elle n'en rapporte pas, tout simplement parce que ceux qui sont dans le besoin n'ont pas assez d'argent pour acheter le produit, au prix qui inclut le profit du propriétaire, eh bien, l'entreprise n'est pas rentable. C'est dire que, par exemple, des entreprises des services publics, comme la production de l'électricité, et même la production des biens de consommation indispensables, devraient fonctionner même si elles ne sont pas "rentables" du point de vue capitaliste, quitte, en effet, à ce que l'Etat les subventionne. Ce ne serait pas une plus mauvaise façon d'utiliser l'argent que le fait d'acheter des armes ou de remplir les poches de nos dirigeants.

Mais, il est vrai que certaines des entreprises qui vont être fermées ne sont même pas nécessairement utiles à la société, car à leur origine, elles ont été construites dans le seul but d'offrir un contrat juteux à une grande société occidentale et un gros pouboire pour le dirigeant qui a servi d'intermédiaire. C'est par exemple le cas de cette unité sidérurgique du Togo qui a été construite à coups de milliards dans un pays qui ne dispose ni de gisement de fer ni de débouchés. Même lors de son inauguration, il a fallu démonter le vieux warf de Lomé pour faire tourner l'usine qui ne disposait pas de matières premières.

De nombreuses sociétés de ce type ont été créées "clé en main" dans les années 70 au moment où en Europe et aux Etats-Unis la crise économique avait ralenti les investissements. Sous prétexte d'aide au développement, de nombreux trusts et de nombreuses banques ont incité les Etats africains à s'endetter. Ces dettes étant garanties par les Etats riches, les banquiers et les trusts n'avaient aucune crainte de non remboursement. Des milliards de francs ont ainsi été accordés pour construire, par exemple en Côte d'Ivoire, des usines de canne à sucre dont on savait par avance qu'elles étaient à fond perdu, car il n'y avait pas suffisamment de canne à sucre dans le pays. Dans ce même pays,

des barrages ont été construits, à la même période, dans des endroits où il n'y avait pas suffisamment d'eau pour les alimenter. Dans d'autres pays, on a construit des conserveries de viande tout en sachant qu'il n'y avait pas suffisamment de bétail pour approvisionner l'usine. Les prix de ces investissements ont été d'autant plus gonflés que les ministres qui signaient les contrats obtenaient des commissions en fonction du montant. C'est ainsi qu'au Bénin, par exemple, un complexe minier programmé au début à 12 milliards de FCFA, a finalement coûté plus de 6 fois son prix de départ. Comme on le voit, ce n'est pas de l'argent perdu pour tout le monde.



Avec les privatisations en cours, il y aura de nouvelles affaires juteuses pour les trusts, mais aussi pour nos dictateurs. Ce sont les mêmes qui, à l'aller comme au retour, se rempliront les poches. Mais la coalition de ces gens-là est en train de détruire l'économie. Ce n'est pas pour rien que la production industrielle stagne ou recule en Afrique, bien plus encore qu'à l'échelle de l'ensemble de l'économie mondiale, déjà en crise. Les quelques usines rentables rachetées par les capitalistes, seront poussées à être encore plus "rentables", en vendant leur production plus cher et en mettant une partie de leurs ouvriers à la porte. Les autres iront de plus en plus mal. Le capitalisme colonial a exploité l'Afrique en pillant ses richesses. Le capitalisme "moderne" l'exploite de plus en plus par l'usure, sans rien créer, mais, au contraire, en détruisant pour payer la dette.

Il est temps, mais vraiment temps, de mettre fin à ce système, avant que toute l'Afrique et ses classes pauvres n'en crèvent.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.